



BURKINA FASO
MALI
MAURITANIE
NIGER
SENEGAL
TCHAD

Programme
Energie
Domestique
Sahel



01 B.P. 1485 - OUAGADOUGOU - BURKINA FASO

RAPPORT DE PROJET

A usage interne de la GTZ

Beatrix WESTHOFF

Rapport de projet à usage interne de la GTZ

Pays : Région du Sahel
Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Sénégal

Intitulé du projet : Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période sous revue : 01-12/98

N° du rapport :

N° de projet : 93.2290.0-003

Durée : 01/96 - 12/98 (12/99)

Maître d'oeuvre : GTZ en coopération avec le
CILSS

Correspondant(e) GTZ : Beatrix
Westhoff

Organisme(s) d'exécution :

CILSS et d'autres partenaires dans les pays cités ci-dessus (projet autonome)

Unité d'organisation GTZ : 4543

Responsable du projet à la GTZ:
Monsieur Peter Keller

Téléphone :
1442

Service BMZ chargé du projet :

Responsable :

Service(s) sectoriel(s) au BMZ :

Téléphone :

Date de référence du rapport : 31.12.98

Signature du/de la correspondant(e) GTZ :

Beatrix Westhoff

Partie A

1. Objectif du projet, objectif global et description sommaire du projet et de la contribution allemande

Intitulé du projet	Programme Energie Domestique (PET) Sahel		
Problème fondamental	L'approvisionnement durable et adéquat des populations des villes et campagnes en énergie domestique n'est pas suffisamment pris en compte dans les programmes sectoriels nationaux (forêts, énergie, protection des ressources, santé)		
Objectif global	La valorisation des acquis et leur diffusion à large échelle		
Objectif du projet	<p>Chacun des pays adhérents au réseau est en mesure d'obtenir les facilités nécessaires pour mettre en oeuvre les innovations organisationnelles et techniques en énergies domestiques</p> <p>Indicateurs: Un Réseau est créé et opérationnel Un statut est adopté par les membres du réseau Les femmes sont adéquatement représentées à tous les niveaux dans le réseau</p>		
Résultats attendus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les principaux intéressés au sous secteur ED accèdent aux informations gérées par le Réseau 2. La formation des ressources humaines en ED est renforcée 3. Un cadre incitatif est créé au niveau national et régional 4. Le management intégré et durable du sous-secteur ED est renforcé 		
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel qualifié national dans les domaines de l'énergie domestique, forêts, santé, protection des ressources, artisans et petites entreprises etc. - Décideurs nationaux et internationaux (Ministères, Institutions, Projets, Banque Mondiale, UE, FAO, Organisation Mondiale du Commerce, etc.) - Collaborateurs, Collaboratrices des ONG et des organisations gouvernementales - Personnel qualifié du secteur privé dans le domaine ED 		
Maître d'oeuvre	GTZ en collaboration avec le CILSS, Comité Inter-Etats pour la lutte contre la sécheresse au Sahel		
Importance Agenda 21 (UNICEF 92, Rio)	Lutte contre la pauvreté, protection des ressources, lutte contre la désertification, lutte contre la déforestation, promotion de la femme		
Durée	Proposition de durée d'exécution	du 01/96 au 12/98	3 ans
	Prolongation	du 01/99 au 12/99	1 an
	durée totale conseillée	du 01/96 au 12/2001	6 ans
Prestation substantielle allemande de services et prestation en nature pendant la phase actuelle	36 FM LZE 16 FM KZE 48 HM personnel qualifié local véhicule, équipement de bureau, 2 PC		
Coût total estimé du projet	4450 MDM		
Coût estimé de la contribution allemande pour la phase actuelle	2650 MDM		

Partie A

2. Résultats, indicateurs et suppositions importantes (prévisions pour la phase de coopération actuelle)

Résultat 1	Les principaux intéressés du sous secteur des ED accèdent aux informations gérées par le réseau
Indicateurs	La structure de communication installée jusqu'à la fin 98 entraîne une réduction des: demandes formelles/plaintes, besoins en concertation, vides d'informations et conduit à une augmentation significative des besoins et de l'utilisation du réseau en tant que facilitateur dans la diffusion de l'information
Suppositions	Les Etats concernés trouvent un cadre pour des échanges réguliers et harmonisés
Résultat 2	La formation des ressources humaines en ED est renforcée
Indicateurs	(Demande et offre en formation et perfectionnement sont documentés)
Résultat 3	Un cadre incitatif est créé au niveau national et régional
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none">- Les pays partenaires financent dans une certaine mesure sur la base des concertation, les coûts pour les conseils fournis par le réseau- Le besoin des pays partenaires en aide du PED Sahel diminue de façon significative jusqu'à l'an 2000
Suppositions	D'autres organismes de financement sont intéressés et contribuent à la promotion des énergies domestiques
Résultat 4	Le management intégré et durable du sous-secteur des ED est renforcé
Indicateurs	Un système de suivi et évaluation participative est mis en place et opérationnel

Partie A

3. Niveau de réalisation des résultats

Résultat	Evaluation ¹⁾	Situation/Causes des écarts
1	A	<p><u>en partie suivant le plan d'opérations</u> Le processus est engagé, le PED Sahel est très connu. La demande de prestations augmente continuellement et est diversifiée. Il existe des contacts et des échanges entre les différents partenaires et acteurs. Le "Réseau" est informel de ce fait flexible mais il est très difficile d'évaluer quantitativement et qualitativement ses impacts. Un personnel qualifié s'occupe de répondre aux questions relatives à la documentation et à l'information. La tendance est à l'augmentation des demandes et des besoins d'informations des partenaires.</p> <p>Activités: Préparation et exécution de l'atelier de lancement de la stratégie de communication, 3 experts ont été mandatés, préparation de l'étude dans 3 pays (Sénégal, Mauritanie, Niger)/ suivi et mise à jour de la documentation, bibliothèque, bourse d'information, recherche de la littérature, traitement des demandes/ sensibilisation et conseils aux partenaires/ distribution du premier numéro N°0 de "la lettre du PED Sahel"/ première ébauche des fiches de technologies/ contacts, échanges d'information/ formation continue et spécifique du personnel qualifié pour la documentation, encadrement d'un stagiaire.</p>
B, 6 mois		<p>Ecarts dus à la réduction des moyens, arrêt des dépenses: La mise en place des structures de coordination nationale comme base formelle et institutionnelle à la mise en oeuvre de la stratégie de communication entre autres activités, ne pouvaient pas être poursuivie (annulation des ateliers prévus dans 4 pays, arrêt ou retard dans la promotion et l'appui conseil etc.), perte du dynamisme et de la motivation initié par les activités antérieures (études, sensibilisation, information, séminaire régional, etc.)</p> <p>A cause des mesures de restriction: forte diminution des activités de communication du PED Sahel, diminution relative de la demande, réduction générale de la mobilité et des possibilités d'actions, problème dans la continuité du personnel, démission et changement de personnel etc.</p> <p>Ecart dû aux problèmes techniques: panne du matériel (véhicule, ordinateur, imprimante, etc.) panne d'ordinateur de 5 mois, pas de possibilités de email, perte des données, etc./ insuffisance dans l'entretien et la maintenance du PC dans la résolution des problèmes de logiciels, virus, etc./ attente d'une année pour recevoir une deuxième ligne téléphonique, coupure de courant excessif etc.</p>
C		<p>dans la phase de prolongation, si les moyens financiers sont insuffisants</p>

1) Evaluation (applicable aux points 3 à 5):

- A = conforme aux prévisions
- B = retardé de ... mois
- C = compromis
- D = impossible

Partie A

Résultat	Evaluation ¹⁾	Situation/Causes des écarts
2	A	<p><u>en partie suivant le plan d'opérations</u></p> <p>La formation des ressources humaines est engagée La demande formelle de formation dans le domaine des ED est relativement faible. L'offre formelle de formation spécifique des institutions qui nous est connue, est limitée et ne concerne souvent que certains aspects du domaine de l'ED.</p> <p>Besoins des partenaires (ONG, petites entreprises), domaines:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement de l'organisation/méthodes de planification, gestion financière, comptabilité, alphabétisation, etc. 2. conception technique du produit, production, marketing, etc. <p>Besoins des partenaires (décideurs, projets, organisations gouvernementales), domaines:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. méthodes et instruments de management, création et maintien des banques de données, système de traitement de l'information, etc. <p>Activités: contribution aux activités de formation (APRET, Projet GONSE), encadrement des étudiants, documentation de l'offre et de la demande en formation et perfectionnement/ Recherche des possibilités de financement auprès d'autres bailleurs de fonds, etc.</p>
B X 6 mois		<p>Ecarts dus à la réduction des moyens: Ce domaine est très complexe et ne pouvait pas suffisamment être cerné et traité pendant cette phase (voir remarque PO 2/98) L'étude d'identification des institutions de formation, etc. n'a pas pu être entreprise.</p>
	C	<p>Exécution dans la phase de prolongation, si éventuellement les moyens financiers sont insuffisants</p>

Partie A

Résultat	Evaluation ¹⁾	Situation/Causes des écarts
3	A	<p><u>en partie suivant le plan d'opérations</u></p> <p>Le processus de mise en place d'un cadre de coordination est engagée et a évolué dans certains pays.</p> <p>On constate une plus grande intégration des énergies domestiques dans les programmes sectoriels nationaux. Les pays membres financent (par des subventions d'autres bailleurs de fonds) ou planifient de nombreux projets nationaux et régionaux dans le domaine des énergies domestiques.</p> <p>Les nouveaux projets ED du programme RPTES/BM ont commencé leurs travaux sur place au Sénégal et au Burkina Faso (subvention BM/FEM, Pays Bas, DANIDA, 20, 15 Millions US \$). Les maîtres d'oeuvre dans les 2 pays sont les ministères de l'énergie et de l'environnement. Différentes structures ministérielles et interministérielles ont été créées, modifiées, le personnel engagé, etc. Des structures de coordination entre les Ministères et autres secteurs de développement étatique, les ONG et le secteur privé existent de façon informelle et formelle seulement entre institutions étatiques.</p> <p>Sénégal: Cellule Combustibles Domestiques, la CCD planifie de s'étendre aux ONG et sociétés privées. La concertation entre la DGE, Ministères concernés et projets (PSA-CD/GTZ, PROGEDE/BM) est dynamique et avancée.</p> <p>Burkina Faso: Décret de création d'une unité de coordination entre les ministères de l'énergie et de l'environnement, 12/98.., Initiation par le DGE d'une réunion périodique pour permettre l'échange et la concertation des partenaires et acteurs 11/98., (représentants des ministères: énergie, environnement, promotion de la femme, représentants des bailleurs de fond, programmes internationaux et projets dans le domaine de l'énergie et l'environnement DANIDA, UE, RPTES, BM, CILSS, PED Sahel/GTZ), Dialogue et négociation avec la DGE pour la préparation d'une TRN en mars 99.</p> <p>Mali: Continuation du programme du SED jusqu'à 2002, (financement RPTES/BM/Pays-Bas), promotion et vulgarisation massive des cuisinières améliorées (FA, charbon de bois, bois, pétrole, etc., subvention d'environ 50% du prix du marché du foyer à charbon de bois et du foyer à pétrole) et la mise en place des marchés de bois ruraux, gestion participative et durable des ressources en bois des villages etc. (marchés ruraux), problème de démarrage au PFA/DNAS dans la phase d'après projet GTZ.</p> <p>Niger: Continuation du programme Energie II (RPTES/BM/DANIDA)</p> <p>Mauritanie: Création d'un comité de coordination (représentants des ministères, ONG, organisations internationales), tenue de la TRN, requête de financement en préparation et négociation (BM, RPTES, PED Sahel/GTZ)</p> <p>Tchad: Création d'un comité de pilotage (représentants des ministères, ONG, organisations internationales), tenue de la TRN/ création d'une institution para-étatique Agence pour l'ED et l'environnement AGEDE avec financement (BM, Crédit 5,3 Millions US\$)</p> <p>Régional: CILSS/PREDAS attend la 2ème phase de l'étude de faisabilité et une offre définitive à UE (8 Mio ECU)</p> <p>Projet de UEMOA: Etude de faisabilité des programmes et activités dans le domaine des ED en Afrique de l'Ouest</p>

Partie A

Résultat	Evaluation ¹⁾	Situation/Causes des écarts
		<p>Activités: Atelier régional PED Sahel au Burkina Faso (planification stratégique, participants des 6 pays membres, CILSS et UE, etc.)/ Atelier régional avec le CILSS/PREDAS en Guinée Bissau (discussion, amélioration, amendement de la requête de financement du projet PREDAS à l'UE, participants des 9 pays du Sahel)/ appui-conseil à la préparation/tenue et participation aux TRN du Tchad et de la Mauritanie, appui et sensibilisation à la préparation des TRN du Burkina, Mali, Niger, Sénégal/ diffusion des résultats des TRN aux partenaires, etc. /Participation à la réalisation et à l'évaluation d'une étude complémentaire au Burkina/ participation au Forum sur l'Energie au Sénégal/ acquisition de moyens financiers complémentaires pour les TRN;</p> <p>Appui aux ONG dans la formulation et la présentation des requêtes de financement aux bailleurs de fonds;</p> <p>Conseil et sensibilisation des décideurs et acteurs des organisations partenaires (Ministère de l'Energie, ONG, projets, etc.), par exemple au Burkina: APEES, ASEPS, ABUSE, APRET, BA, DED, Enviro-Solidarité, Femme & Energie, GERED, GRN, GONSE, MEM, NATURAMA, PATECORE, PSAN, Yerbanga F., Zongo B., etc., au Sénégal: MEM, CCD, PSACD, etc.; Echange d'informations continu avec des organisations internationales, UEMOA, UE, BM, RPTES, DANIDA, EDP, EIER, FEM, PPI, SIATA, Coopération belge, etc.</p>
3	B, 6 mois	<p>Ecarts dus à la diminution des moyens, Arrêt des dépenses: Annulation des ateliers prévus dans 4 pays, retard et entrave à la mise en place des structures de coordination nationale et du réseau, les ateliers au Burkina, Mali, Niger et Sénégal n'ont pas été jusqu'à présent réalisés, le processus de concertation au niveau national et régional a été interrompu et retardé, le dialogue et la collaboration entre particulièrement les institutions étatiques et le PED Sahel est difficile.</p> <p>C Exécution dans la phase de prolongation, si éventuellement les moyens financiers sont insuffisantes</p>
4	A	<p><u>en partie suivant le plan d'opérations</u></p> <p>Le processus de réflexion sur les avantages et les bénéfices des systèmes de suivi et des instruments de gestion harmonisés n'est pas au même niveau dans les différents pays.</p> <p>Les besoins et la demande existent, mais ils manquent les éléments suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un concept général coordonné, qui garantit aussi bien la participation que la pérennité; 2. Les conditions cadres institutionnelles pour la concertation des acteurs et la coordination des activités. <p>Les observations sur le développement du PED Sahel comme bureau-conseil régional/réseau sont notées dans les statistiques, les rapports, etc. et servent à la réflexion et à l'orientation du projet et au processus participatif.</p> <p>Nous sommes encore très loin d'un système de suivi-évaluation harmonisé et opérationnel propre au Sahel et accessible aux acteurs dans le domaine ED</p> <p>Activités: Formation du personnel du projet, recueillement des données et informations, traitement des demandes, conseils aux partenaires, etc.</p>

Partie A

Résultat	Evaluation ¹⁾	Situation/Causes des écarts
4	B, 6 mois	<p>Ecarts dus à la diminution des moyens, arrêt des dépenses</p> <p>1. conditions essentielles et conditions cadres (Résultat 1 et 3) ne pouvaient pas être développées.</p> <p>2. les enquêtes, ateliers, formations , études, etc. prévus, ne pouvaient pas être réalisés.</p> <p>3. L'appui conseil externe par les experts ne pouvaient pas être suffisamment intégré et financé.</p> <p>Ecarts dus aux problèmes techniques: matériel défectueux: (ordinateur, imprimante, etc.), panne d'ordinateur pendant 5 mois, perte des données, etc./manque de conseil sur les problèmes de software, virus, etc.</p>
C		éventuellement moyens financiers insuffisants

Partie A

4. Evaluation de la réalisation des objectifs

Evaluation de la réalisation de l'objectif du projet¹⁾

La formulation de l'objectif de projet de la mission à savoir "le domaine de l'énergie domestique est intégré dans les programmes sectoriels nationaux des pays partenaires choisis" a été revue à l'atelier de planification régional de février 98. Il s'est révélé nécessaire de définir clairement l'orientation stratégique et de l'adapter aux besoins et perspectives des partenaires.

L'objectif de projet "chacun des états membres du réseau est en mesure d'obtenir les facilités nécessaires pour mettre en oeuvre les innovations organisationnelles et techniques dans le domaine des ED", implique la nécessité d'une intégration des ED dans différents secteurs et met les acteurs/groupe-cibles au centre du programme (ownership). La réalisation du premier objectif poursuit un état tandis que celle de la deuxième s'oriente à l'évolution d'un processus

La réduction des moyens en 98 a eu particulièrement des impacts décisifs et finaux sur ce nouveau plan, car la dotation en moyens financiers étaient déjà très juste, et, vu la nouvelle planification (2/98), elle était insuffisante. Au lieu d'un renforcement du plan annuel des besoins financiers, les dépenses pour les activités du projet ont été arrêté de manière abrupte pour une période indéterminée à partir de Avril 98 (exception: les deux ateliers, Mauritanie et Tchad). Si bien que la création d'une structure de base du réseau régional ne pouvait plus être réalisé. Ainsi, le processus qui devait mener à la réalisation des objectifs fixés, était perturbé et ralenti.

Le PED Sahel a essayé malgré tout, conformément à l'orientation stratégique, de laisser de façon persistante le processus aux mains des partenaires et de réduire au minimum son rôle de facilitateur et de modérateur. Ceci semble être la meilleure orientation, mais sa réalisation durable dans le contexte sahélien dépend de facteurs, que le programme ne peut contrôler ou influencer de façon décisive. L'intérêt et la promotion par d'autres organisations de financement ainsi que la coordination effective des activités des différents partenaires jouent un important rôle. Certes l'ED est intégrée dans des programmes sectoriels et dans la politique énergétique d'une certaine façon, mais elle n'est pas une priorité. L'approche et l'orientation stratégique du PED Sahel indiquent la bonne direction, mais le chemin reste encore long et difficile.

5. Niveau d'exécution des prestations

5.1 Prestations du partenaire (selon ordre d'exécution Partie B, Point 1.2)

Prévisions	Réalisations	Evaluation ¹⁾
CILSS voir aussi les échanges de notes et le protocole d'accord	Le CILSS appui le projet conformément aux accords	A

5.2 Prestations de tiers (selon ordre d'exécution Partie B, Point 1.3)

Prévisions	Réalisations	Evaluation ¹⁾
	Les partenaires nationaux dans tous les pays membres du PED Sahel participent à la planification et à la réalisation des activités	A

Partie A

5.3 Prestations de la GTZ (selon ordre d'exécution Partie B, Points 1.1 et 2)

Prévisions	Réalisations	Evaluation ¹⁾
1.1	selon le plan établi Contrôle de l'état d'avancement du projet	A B
Contribution au CILSS: environ 30 Mio F CFA	environ 10 Mio FCFA (fourni en 98) dont prestations du partenaires préfinancé environ 10 Mio FCFA environ 10 Mio FCFA Le CILSS a en raison de la diminution des moyens accepté le retard dans le paiement	A A B
Les prestations du PED Sahel prévues (selon la mission du 06.11/95) sont les suivantes:	Les prestations du PED Sahel (1/96 - 12/98) correspondent à peu près aux données suivantes.	B
Personnel qualifié pour la planification et la coordination environ 36 HM	environ 23 HM	
Personnel qualifié à mi-temps et expert environ 16 HM	environ 19 HM	
frais divers, formation, ateliers, mesures pilotes environ 50 HM	environ 16 HM	
Frais d'exploitation et d'administration environ 48 HM	environ 20 HM	

6. Mesures recommandées (par référence aux points 3, 4 et 5)

6.1 Conséquences et mesures recommandées concernant l'administration de tutelle et/ou la (les) structure(s) de mise en oeuvre dans le pays partenaire

Poursuite de la coopération, intensification de la coordination et de la médiation pour accélérer la mise en place du PREDAS.

6.2 Conséquences et mesures recommandées pour la GTZ

- Préparation de la 2^{ème} phase (Implantation, consolidation, désengagement) de 2000 - 2003.
- Préparation du transfert des responsabilités du AP à la coordonnatrice locale, au HEP et au bureau de la GTZ Burkina (planification, coordination, direction, administration, etc.)
- Poursuite des entretiens, négociations avec l'UE pour l'appui à la formulation définitive du PREDAS à l'inclusion du PED Sahel
- Réalisation d'un contrôle sur l'état d'avancement du projet, planification de la 2^{ème} phase

Partie A

- Garantir une planification à long terme et la dotation financière correspondante, qui permettrait au projet de mettre en oeuvre de façon efficace les concepts (offre au BMZ, client)
- Sensibilisation du BMZ pour une poursuite à long terme de l'appui.

6.3 Conséquences et mesures recommandées pour le BMZ

Affectation de moyens pour une contribution au financement de la 2^{ème} phase 2000 - 2003

Partie B

1. Ecarts importants par rapport aux activités prévues

Pendant la période que couvre ce rapport, il y a eu des écarts causés essentiellement par l'arrêt des dépenses dû à la réduction des moyens au printemps 98.

Toutes les activités prévues ne pouvaient pas être réalisées. Ceci est particulièrement valable pour les activités suivantes:

Résultat I : Activité 1.1/1.2: L'élaboration et l'adoption de la stratégie de communication, a été divisée en trois phases, dont la première partie de la phase 1 a commencé pendant la période du rapport, les autres ont été planifiés et doivent être poursuivies en 99 (voir rapport, PO de l'atelier de novembre 98)

Résultat II : Activité 2.2/2.3/2.4 : L'adaptation des besoins de formation à l'offre et les possibilités de financement correspondant ne pouvaient être identifiés que dans des cas isolé (demande). On ne sait pas si cette activité sera réalisée dans la phase de prolongation.
La réalisation de cette activité est basée fondamentalement sur les résultats I et III car le cadre organisationnel pour la communication et la coordination doit aussi définir les priorités dans le domaine de la professionnalisation, de la formation et du perfectionnement.

Résultat III : Activité 3.1: Une structure de coordination formelle ne pouvait être initiée que partiellement. Malgré l'arrêt/interruption des activités prévues, le processus a été poursuivi dans les 6 pays avec différence intensité.
3.2 : La facilitation de l'accès des partenaires aux ressources financières et aux compétences techniques ne pouvait pas être réalisé de manière systématique (étude) comme prévu. Seuls quelques cas (demande) en majorité au Burkina Faso ont pu être traités à cause de la proximité des personnes intéressées, des projets et organisations.

Résultat IV : Activités 4.1/4.2 : Le cadre nécessaire à la réalisation de cette activité (résultat 1 et 3) ne pouvait pas être créé. De ce fait l'étude et l'atelier pour l'introduction d'un système de suivi-évaluation participatif ainsi que l'élaboration des normes de référence (données de base) dans le domaine des ED ne pouvaient pas être réalisés.
Activité 4.4 : Ceci est également valable pour l'élaboration d'une stratégie de pérennisation du réseau PED Sahel. Le niveau des résultats atteint et les expériences acquises ne sont pas suffisante pour en déduire une stratégie de pérennisation.
Activité 4.5 : L'observation du processus de facilitation s'est également révélé en partie difficile, car les prédispositions mentionnées ne pouvaient pas être réalisées et la présentation étaient relativement compliqués à cause de changement imprévu de situation.
L'enregistrement systématique n'était possible qu'en partie.

On a remarqué également que les efforts d'intégration étaient toujours entravés par les manques de moyens chroniques des partenaires, surtout les ONG et les projets GTZ, etc. Ainsi un plus grand nombre de projets d'autres secteurs affichent des intérêts pour une intégration des mesures d'ED, mais il leur manque les moyens financiers pour réaliser les travaux de préparation (adaptation de l'approche d'intégration aux besoins du projet, formation du personnel, etc.). Au cours de la période passée, le PED Sahel a de façon exemplaire et pilote, facilité la promotion d'un tel projet d'intégration (Exemple: APRET/Burkina Faso). Mais pour des raisons budgétaires, il ne pouvait pas répondre favorablement à toutes les demandes de ce genre. De ce fait, les demandes de conseils restent sans réponse ou ne sont même pas transmises par les partenaires. A cause de cet état de fait, le PED Sahel a essayé de jouer le rôle d'intermédiaire dans le processus d'acquisition des fonds, d'expertise ou d'autres appui pour ces partenaires.

Partie B

2. Evaluation des effets du projet au vu des critères de qualité de la politique de développement

Sous l'aspect de la politique de développement, le PED Sahel a une importance particulière. Par son approche participative, multi-sectorielle, intégrative et régionale, il agit de plusieurs manières sur la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et une juste intégration des femmes et filles. Ces objectifs d'une importance capitale pour le projet sont indissociables de la problématique de l'ED. Les impacts positifs des projets antérieurs seront renforcés et élargis. La conscience des habitants du Sahel quant à la protection et le maintien des ressources naturelles, est très développé. Les efforts en vue d'une amélioration des intérêts adaptée à l'écologie sont soutenus par un nombre important de résolutions, conventions, programmes, projets, etc. Le PED Sahel en tant que réseau de conseils régional, a engagé un processus, qui permet de produire des synergies et d'édifier un cadre pour la concertation et la transparence particulièrement dans le domaine des énergies traditionnelles. Dans la phase actuelle, le groupe cible est représenté par des intermédiaires c'est à dire les décideurs/partenaires dans les projets et organisations. C'est pourquoi l'accent et la priorité est mise sur la coopération et la participation de tels partenaires, qui disposent d'un accès effectif au groupe cible et/ou d'une influence sur les conditions cadres.

Les décideurs politiques et leurs institutions intègrent de plus en plus l'ED dans leurs programmes et acquièrent les moyens financiers nécessaires à leurs exécution.

Les partenaires à différents niveaux sont sensibilisés, le know-how disponible et les compétences soutenues.

3. Observations importantes émanant d'actions de suivi ou de contrôles du projet et incidence sur la planification et l'exécution du projet

La 2ème phase (1999 - 2002) initialement prévue dans l'offre, n'a pas été autorisée par le BMZ. Le BMZ suggère de transmettre le projet à la section régionale.

A cause du retard dans la réalisation des objectifs du projet, une offre modifiée a été préparée et présentée au BMZ. Il prévoit une prolongation de la phase actuelle jusqu'à janvier l'an 2000. Le contrat du AP a été prolongé de 3 mois jusqu'au 31/03/99.

4. Facteurs d'évolution particuliers au niveau de l'administration de tutelle et/ou de la/des structure(s) de mise en oeuvre

4.1 Intégration institutionnelle du projet et efficience de l'administration de tutelle et/ou de la/des structure(s) de mise en oeuvre

Le PED Sahel a le statut d'un projet autonome qui collabore avec beaucoup de partenaires à différents niveaux (organisations gouvernementales, organisations non-gouvernementales, privés, etc.) dans différents secteurs de 6 pays sahéliens (pays francophones du CILSS). Le maître d'oeuvre formel et politique est le CILSS, qui forme et qui dispose d'une plate forme pour l'intégration des partenaires au niveau régional et qui à travers ses structures, facilite l'accès du PED Sahel aux organisations gouvernementales concernées.

Le PED Sahel est sur la base d'une coopération ouverte lié du point de vue organisationnelle au Programme Majeur GRN. Le CILSS est le partenaire politique privilégié au niveau régional, et les CONACILSS au niveau national. Ils sont associés à toutes les activités du PED Sahel dans les différents pays.

Le projet du CILSS dans le domaine des ED planifié depuis 1993, le PREDAS était et est la référence et la base du PED Sahel pour une intégration à long terme et une liaison institutionnelle. Malheureusement le projet PREDAS qui a été déposé au niveau de UE pour financement et lequel est prévu dans le 8ème FED avec 8 Millions d'ECU, n'est pas encore mise

Partie B

en oeuvre, mais se trouve encore dans la phase de formulation (Etude de faisabilité, termes de référence, etc.). Le PED Sahel a également essayé d'appuyer le CILSS pour accélérer le processus de finalisation du projet PREDAS (contact avec la représentation de l'UE à Ouaga, Bruxelles, etc.).

Dans le cadre des études pour l'analyse de la situation dans les pays membres le PED Sahel a remarqué, que le PREDAS et la CILSS étaient peu connu et intégré au niveau des ministères compétents (Energie, en partie l'environnement, promotion de la femmes, etc.), des organisations (ONG) et des projets.

Le CILSS a en collaboration avec le PED Sahel et d'autres partenaires sensibilisé les pays sur la problématique de l'ED et a encouragé le processus de réflexion et d'intégration (Etude RPTES, Etude de préfaisabilité du PREDAS, atelier PREDAS à Bissau, atelier de planification stratégique du PED Sahel, etc.).

Vu le caractère des relations et des accords, la collaboration avec le CILSS se passe très bien. La problématique se trouve au niveau du changement des conditions cadres (retard du PREDAS, réduction des moyens GTZ entre autres), de la contribution financière relativement limité (90.000 DM) ainsi qu'au niveau des ressources financières et humaines propres très limité, qui ne permet pas au PED Sahel de s'intégrer d'avantage et de façon plus effective dans le système du CILSS.

4.2 Modifications importantes concernant les conditions d'ensemble et leurs incidences sur la réalisation du projet

L'évolution des conditions politiques et sociales dans la région sahélienne (démocratisation, décentralisation, convention internationale, lutte contre la désertification, biodiversité, climat, Agenda 21, Sahel 21, nouveaux cadres juridiques pour une meilleure utilisation des ressources énergétiques, etc.) ainsi que la motivation croissante des partenaires de participer au processus d'intégration et de formation du réseau ont des conséquences positives sur la réalisation du projet. La sensibilisation est faite mais il manque les moyens financiers et les investissions ou la mobilisation et la formation du capital par les ressources propres n'est pas encore aussi développé. Les conséquences de la crise économique dans les pays du Sahel et dans les pays donateurs rendent difficile une participation juste (équitable) des partenaires nationaux et internationaux, diminue la flexibilité nécessaire à la mise en place d'une organisation aussi ambitieux (réseau de conseil régional) et d'un management innovatrice pour le PED Sahel.

Les attentes des partenaires nationaux eu égard aux possibilités de financement de leurs projets et l'incapacité du PED Sahel de pouvoir répondre aux demandes, n'améliore pas le climat de collaboration.

La compréhension générale du rôle de la coopération internationale est celui du donateur et non celui du conseiller/modérateur/facilitateur d'un processus de développement qui évolue essentiellement grâce à ses propres ressources. Le PED Sahel a pour mission principal l'appui conseil aux partenaires et ses moyens financiers servent plutôt à la mise en place d'un réseau régional en tenant compte des potentialités et des ressources (compétences, finances, structures, etc.) des partenaires et d'autres donateurs.

Partie B

5. Des stratégies de CT s'inscrivant dans une optique de pérennité

5.1 Présentation des stratégies de CT spécifiques au projet

Pendant la période couverte par le présent rapport, le PED Sahel a poursuivi sa manière d'agir c'est à dire traiter le problème dans son ensemble et proposer des solutions intégrées. Au printemps, une nouvelle orientation stratégique qui prévoit un développement durable du réseau, a été élaborée avec les partenaires et acteurs principaux. Les partenaires ont développé des propositions et plans (Plan d'Opérations) et introduit un processus de formation du réseau, que le PED Sahel appuie. Deux éléments constituent la base fondamentale de ce processus: les cadres de coordination/concertation formels et la stratégie de communication. Ceci doit procurer au PED Sahel son cadre légitime, mandater ses partenaires et ses correspondants (Antennes, Points Focaux), définir leurs tâches (niveau national et régional). Ce processus a été interrompu et retardé. Ainsi le réseau a un caractère informel. Le 'projet' PED Sahel sera réalisé en coopération avec le CILSS en tant que partenaire régional et politique. Le bureau de Ouagadougou est d'une part le principal responsable de la diffusion de l'information et de la communication et d'autre part responsable de l'administration, l'organisation et la planification. Les enquêtes, les études, etc. sont réalisées par des partenaires, des experts locaux ou externes. Depuis avril 98, la coordonnatrice régionale est appuyée et interimée pendant ses absences par un expert local. Dans les pays membres, les bureaux GTZ appuient le PED Sahel dans l'exécution des tâches administratives et organisationnelles. Les critères fondamentaux de la coopération technique sont valables également pour ce programme et il essaie de satisfaire les exigences formelles. D'autre part, il s'agit de créer et remplir le rôle de facilitateur/modérateur d'un réseau ouvert ce qui nécessite le développement de nouvelles méthodes et formes de coopération et de management.

5.2 Evaluation de l'adéquation actuelle de la stratégie de CT favorable à une réalisation durable des objectifs

Si l'on tient compte des perturbations dans l'évolution du projet, il est difficile de répondre à cette question, car l'influence des différents facteurs imprévisible (en particulier la diminution des moyens) est pratiquement inestimable. Cependant à travers l'expérience acquise dans cette situation, on pouvait tirer quelques points de réflexion. Si les moyens financiers pour la 2ème phase devrait rester autant faible et s'il n'y a pas de perspective à long terme, il est préférable de limiter la complexité de l'approche.

Par principe, nous partons du fait que l'approche et le concept (Intégration et formation du réseau, etc.) du PED Sahel sont adéquats pour garantir la réalisation des objectifs.

Partie C

Liste des annexes

Annexe 1: Plan d'opérations, période de planification 02/1998 au 01/1999



Plan d'opérations

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98

Page 1

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsable	Besoins en personnel (FKM)	Ressources matérielles (Coûts)	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	Projet					
R1.	Les principaux intéressés aux sous secteurs ED accèdent aux informations gérées par le réseau								
1.1	Elaborer une stratégie de communication (échange d'information)	La stratégie de communication est adoptée par les membres du réseau			PED S. EC	EC (RV)	CN		
1.1.1	Elaborer des propositions de TDR pour une "stratégie de communication" (approche, contenu, experts)	Le processus de participation au cours de la mission est documenté (comptes rendus)	X		Wh EC TRn				TDR - acteurs et leurs rôles - infrastructures existantes - prestations payantes - nom du réseau identifier le besoins d'info à tous les niveaux → élabor. médias + matériel didactique déjà existant
1.1.2	Proposer les TDR aux pays partenaires (par e-mail, fax)				PED S.				TRn.
1.1.3	Intégrer les propositions des pays partenaires dans les TDR (Feed-back); sélectionner les experts ⇒ concertation			X		PED S. TRn.			TRn.
1.1.4	Finaliser les TDR et sélectionner les experts par un comité mandaté au niveau national			X		PED S. EC HEP			TRn.
1.1.5	Informier les pays partenaires sur le déroulement de la mission "communication"			—		PED S			
1.1.6	Planifier et exécuter la mission				CON PED S.				

(X) FKM = Personal PED im Obligo oder Ortskräfte, kalkuliert in Bürokosten
(RV) = Rahmenvertrag, kalkuliert im Obligo
CON = Consultant national
CN = Coordonnateur national

TRn = Table Ronde national



Plan d'opérations

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98

Page 2

Deutsche Gesellschaft für
Technische Zusammenarbeit
(GTZ) GmbH

gtz

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsa- ble	Besoins en personnel (FKM)		Ressources matérielles (Coûts)	Moyens de fonctionne- ment/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	TRn PED S. CON		Projet	Conseiller- GTZ			
1.1.7	Présentation et adoption de la stratégie de communication par le réseau dans chaque pays => concertation									
1.1.8	Elaborer une ébauche d'un statut de réseau									
1.2	Faciliter la mise en place d'une structure pour la mise en œuvre de la stratégie de communication	Un règlement de fonctionnement du réseau est adopté par les membres du réseau								
1.2.1	Organiser la concertation des membres du réseau pour la mise en place d'une structure									
1.3	Appuyer le fonctionnement du réseau d'information									
1.3.1	Diffuser de l'information hors du réseau PED Sahel									
1.3.2	Renforcer la coopération entre le PED Sahel et les organisations internationales									

CON = Consultant national
CC = Communication, copies
TRn = Table Ronde national



Plan d'opérations

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98

Page 3

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsable	Besoins en personnel (IFKM)		Ressources matérielles /Coûts	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	Projet		Conseiller-GTZ	Coût du personnel			
R2	La formation des ressources humaines en ED est renforcée									
2.1	Identifier les besoins et demandes en formation à tous les niveaux									
2.1.1	Enregistrer et catégoriser les demandes en formation (durant) l'année 1998	L'enregistrement des demandes en formation est à jour et sert de base pour orienter le service-conseil du PED Sahel								
2.2	Identifier les institutions spécialisées dans les différents domaines identifiés									
2.2.1	Mener une étude de recensement des institutions offrant de la formation	L'étude est disponible et sert de base pour l'identification des faiblesses ou lacunes par rapport à la demande								
2.3	Identifier les différents lignes de financement auprès d'autres partenaires (TDR)	les lignes du financement sont identifiées et documentées								
2.4	Assurer l'adaptation de l'offre à la demande en formation en matière ED									
2.4.1	Appuyer à l'élaboration des modules de formation ED à intégrer dans les programmes de formation									

CON = Consultant national
CN = Coordinateur national
CC = Communication, copies

Plan d'opérations

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12 02 98

Page 4

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais												Besoins en personnel (FKM)	Ressources matérielles /Coûts	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	sable	Projet	Conseiller-GTZ	Coût du personnel											
R3	Un cadre incitatif est créé au niveau national et régional																	
3.1	Créer un réseau de concertation entre le PED et les pays membres au niveau national	Une structure de coordination mandatée au niveau national est créée. <ul style="list-style-type: none">• Un manuel de procédure élaboré• Des plans d'action sont élaborés	-	PED S	PED S	EC (RV)	6 CN									1 coordinateur national par pays		
3.1.1	Elaborer des TDR, des tables rondes nationales (résultats Tenkodogo, ébauche statut, priorité d'intervention au niveau national, TDR "communication + étude)		-	EC	EC	EC (RV)										-Identifier les blocages/ contraintes majeures et les plus fréquents par pays en matière ED -Définir des critères d'intervention du PED -Mettre à la disposition une grille de critères de requête		
3.1.2	Organiser les tables rondes au niveau national invitant les acteurs intervenant dans les ED		-	PED S	PED S	Moder. i	Moder. i	CON								Resultats attendus des Tables rondes: <ul style="list-style-type: none">• Résultats Tenkodogo validés• Analyse de la situation de chaque pays présentée et validée• Plan d'action national élaboré		
3.1.3	Synthétiser et diffuser les résultats des tables rondes nationales aux pays membres		-													Etude stratégie de communication + R3		
3.1.4	Elaborer des TDR pour la table ronde régionale		-													TRn, CN PED S	CC	



Plan d'opérations

Intitulé de projet:

Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98

Page 5

Deutsche Gesellschaft für

Technische Zusammenarbeit

(GTZ) GmbH



N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsable	Besoins en personnel (FKM)		Ressources matérielles /Coûts	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	TR CN		Projet	Conseiller-GTZ			
3.1.5	Préparer des propositions des lignes directrices en vue d'un manuel de procédures									
3.1.6	Organiser une table ronde au niveau régional				PED S	X	X			
3.2	Faciliter l'accès des partenaires aux ressources et compétences en matière des ED			?	CN	X	X			
3.2.1	Mener une étude portant sur: • le répertoire des bdf lié au domaine des ED • les systèmes d'organisation et d'approche des bdf • les fenêtres d'entrée dans les programmes des bdf en matière ED	Un répertoire "bdf" est disponible			PED S	PED S	HEP	CON	PED S CC	Voir procédure TDR 1 consultant national par pays
3.2.2	Mener des études au niveau national portant sur: • l'identification des projets de développement avec des composantes ED au niveau local, national • l'élaboration d'un répertoire des compétences en matière des ED - ressources humaines - savoir faire - technologies	Un inventaire "projets avec composante ED" est disponible Un répertoire "compétences" dans les pays est disponible			PED S.			CON	PED S CC	1 consultant national par pays

TDR = Termes de référence



Plan d'opérations

Intitulé de projet:

Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98

Page 6



Deutsche Gesellschaft für
Technische Zusammenarbeit
(GTZ) GmbH

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsable	Besoins en personnel (FKM)	Ressources matérielles /Coûts	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques
			02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/01	Projet					
3.3	Inciter à la prise en compte des ED dans les politiques nationales	Les demandes sont traitées et documentées		PED S			CON	Coût du personnel	
3.3.1	Appuyer les pays dans la formulation des politiques ED			PED S			Études	CC etc...	
3.3.2	Promouvoir des actions en matière des ED			PED S			Manuel		
3.3.3	Créer des cercles de qualité (lobbying)			PED S					
3.3.4	Appuyer les innovations technologiques			PED S					
3.5	Identifier et promouvoir des programmes transnationaux			PED S					
3.3.6	Appuyer au montage d'un projet et/ou la promotion d'un projet auprès des bdf			PED S					



Plan d'opérations

Intitulé de projet: Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12 02 98

Page 7



Plan d'opérations

Intitulé de projet:

Programme Energie Domestique (PED) Sahel

Période de planification: 02/98 au 01/99
Date d'établissement: 12.02.98



Deutsche Gesellschaft für
Technische Zusammenarbeit
(GTZ) GmbH

Page 8

N°	Activité	Indicateur/ Résultat intermédiaire	Période d'exécution/Délais		Responsable	Besoins en personnel (FKM)		Ressources matérielles /Coûts	Moyens de fonctionnement/Coûts	Suppositions/ Remarques	
			02/03	03/04		04/05	05/06	06/07	07/08	09/10	
4.2.4	Alimenter les bases de données par des enquêtes sur les consommations des ménages										
4.3	Harmoniser les différents programmes en matière d'ED (HEP, PREDAS, RPTE, etc)	Les rencontres sont documentées dans les rapports d'avancement du projet								PED S CILSS	
4.3.1	Echanger les informations inter-programmes										
4.3.2	Initier des rencontres périodiques									PED S. Projets	
4.4	Elaborer une stratégie de préennisation du réseau PED Sahel	Les TDR sont disponibles à la fin de la phase								PED S	
4.1	Elaborer les TDR pour une conception d'autonomisation du réseau (p.ex. prestations payantes, etc)									CN, EC	CON CN
4.5	Elaborer et instaurer un système de S+E (avancement / Impact/processus) par rapport aux activités de facilitation du PED Sahel	Les données sont à jour et disponibles								PED S.	
4.5.1	Identifier les indicateurs déterminants									PED S.	
4.5.2	Déterminer les méthodologies de collecte et de saisie adaptées / appropriées									PED S.	
4.5.3	Définir les modes de rapport									PED S.	
4.5.4	Assurer le suivi (et accompagnement) du processus de facilitation									PED S.	